

Stratégie Globale de Lutte contre les Violences Sexuelles en RDC

Note de Synthèse

Vue d'ensemble

Le Bureau de la Conseillère Principale et Coordinatrice VS a développé la Stratégie Globale de Lutte contre les Violences Sexuelles en RDC comportant quatre composantes. Elle a été élaborée en concertation avec les agences des NU concernées et les sections de la MONUC, les ONG Internationales, la *Task Force* sur les Violences Sexuelles, les *clusters* humanitaires respectifs et leurs homologues au Gouvernement de la RDC, tels que les Ministères de la Justice, de la Défense, de l'Intérieur, du Genre et de la Santé.

Le but de la stratégie est de **créer un cadre commun et une plate-forme d'action** pour tous ceux impliqués dans la lutte contre les violences sexuelles en RDC en concordance avec les résolutions successives du Conseil de Sécurité. La base de ce processus réside dans la Résolution 1794 du CS des NU (2007), qui demande à la MONUC “d’entreprendre un examen approfondi” et “de poursuivre **une stratégie globale, à l'échelle de la mission,**” “en coopération étroite avec l'équipe de pays des Nations Unies pour renforcer ses capacités de prévention, de protection et d'intervention dans le domaine des violences sexuelles.”

En outre, la Résolution 1820 du CS des NU (2008) *affirme* que “des mesures efficaces tendant à prévenir et réprimer ces actes de violences sexuelles peuvent contribuer grandement au maintien de la paix et de la sécurité internationales,” et “lorsqu’il examinera les situations dont il est saisi, à prendre, le cas échéant, les dispositions voulues pour faire face à la violence sexuelle généralisée ou systématique.”

Par ailleurs, la stratégie comprend des questions pertinentes et des objectifs contenus dans les **Résolutions du CS des NU** 1325 (2000) sur les Femmes, la Paix et la Sécurité, 1674 (2006) sur la Protection des Civils, 1612 (2005) sur les Enfants dans les Conflits Armés, et la S/RES/1756 (2007) et la S/RES/1856 sur la Situation concernant la RDC. La Stratégie Globale suit également les Recommandations de la Conférence de Wilton Park (2008) sur les Femmes prises pour Cibles ou Affectées par les Conflits Armés.

L'objectif global porte sur le renforcement de la prévention, de la protection et sur la réponse face aux violences sexuelles, en:

- Soutenant les efforts du système des NU et du gouvernement de la RDC pour lutter contre les violences sexuelles;
- Rationalisant les mécanismes de coordination;
- Apportant des conseils stratégiques, techniques et politiques;
- Garantissant que soient incluses les violences sexuelles dans des programmes plus larges (tels que la Réforme de la Justice et du Secteur de la Sécurité, la Protection des Civils, ou le *Sous Groupe Thématique* sur les violences Sexuelles sous la direction du gouvernement);
- Garantissant la complémentarité avec les processus et initiatives en cours (le Groupe de Travail sur la Réforme de la Justice et du Secteur de la Sécurité, le *Comité Mixte de la Justice*, le *Comité de Suivi pour la Réforme de la Police*, le Plan de Stabilisation des NU pour l'Est de la RDC – l'UNSSSS, le Plan de Stabilisation et de Reconstruction à l'Est de la RDC et le plan de travail développé par le *Sous Groupe Thématique* etc)
- Améliorant la méthodologie et concentrant l'orientation programmatique des projets sur les violences sexuelles.

Répondre efficacement aux violences sexuelles est **complexe**. Un certain nombre de forums et d'individus ont été consultés pour créer et réviser une stratégie qui gèrera efficacement cette complexité. Les objectifs de la stratégie devraient être mis en oeuvre par des agences partenaires appropriées d'une manière coordonnée et progressive, qui serait complémentaire des initiatives planifiées en cours.

Composantes Stratégiques

La Stratégie Globale a quatre composantes interdépendantes, chacune représentée par une Note de Cadrage et un Plan d'Action. La **Note de Cadrage** décrit les raisons, le champ d'action et l'approche stratégique de la composante; le **Plan d'Action** qui l'accompagne propose une série d'objectifs et définit les mécanismes, les rôles et responsabilités pour les différents acteurs. Pour chaque objectif, sont définies plusieurs étapes à mettre en action pour la mise en application; cela inclue des **activités** spécifiques, une description d'indicateurs clefs de succès, la description des **résultats**, l'attribution des actions aux agences appropriées, la description des **délais** et des mécanismes d'**évaluation** et de **vetting**.

- 1) La Lutte contre l'Impunité des Cas de Violences Sexuelles:** Quatre objectifs ont été identifiés: (1) Renforcer les capacités de l'appareil judiciaire et élaborer une politique pénale sur les violences sexuelles, centrée sur les droits des victimes; (2) Améliorer l'accès à la justice; (3) Application effective des Lois de 2006 sur les Violences Sexuelles; (4) Assurer la réparation des victimes en justice.

***Statut:** Ceci a été officiellement présenté au Ministère de la Justice, proposé pour l'inclusion dans le plan de travail du Comité Mixte de la Justice, officiellement adopté par le Sous-Groupe Thématique et intégré dans son plan de travail pour 2009-2010. Des ressources supplémentaires sont nécessaires pour que l'entité leader puisse assurer la mise en œuvre complète de ce composant.*

Entité Responsable: MONUC/ UN OHCHR - Bureau des Droits de l'Homme des NU en RDC

- 2) Prévention et Protection contre les Violences Sexuelles:** Les objectifs suivants ont été identifiés comme primordiaux face aux violences sexuelles dans le cadre plus large du Programme de Protection des Civils en RDC: (1) Prévenir et/ou atténuer les menaces et réduire la vulnérabilité et l'exposition aux violences sexuelles (2) Renforcer la résilience des survivantes de violences sexuelles et (3) Créer un environnement protecteur.

***Statut:** ceci a été intégré dans le plan d'action 2009 du Cluster Protection National de la RDC et a été inclus dans des plans de travail du Nord et sud Kivu. Les éléments de cette composante ont été introduits aussi dans la Stratégie de Protection de la MONUC, et dans la Directive (révisée) du Force Commander de la MONUC et dans le Guide pour les casques bleus sur la protection (Protection en Pratique).*

Entité Responsable: UNHCR à travers les Clusters Protection National et Provinciaux

- 3) Réforme du Secteur de la Sécurité et Violences Sexuelles:** Un aspect capital de cette composante est de la faire inclure aux initiatives en cours pour la réforme de la justice, en particulier la justice militaire, les plans de démobilisation et de désengagement pour les groupes armés et la réforme des FARDC. Pour l'accomplir, trois objectifs ont été identifiés: (1) Responsabilisation: les agents et forces de sécurité doivent à la fois prévenir et répondre efficacement aux violences sexuelles et garantir que les auteurs de crimes liés aux violences sexuelles seront tenus pour responsables; (2) *Vetting*: Les processus de réforme pour les agents et les forces de sécurité nécessitent d'incorporer des mécanismes visant à exclure les individus qui manquent d'intégrité, en accord avec les standards internationaux des droits de l'homme et aux meilleures pratiques; (3)

DDR/Brassage: Les processus de désarmement et de désengagement nécessitent d'incorporer des procédures particulières pour assister les survivantes de violences sexuelles.

Statut: Ceci est incorporée dans le plan de travail du Sous Groupe Thématique et une partie été incorporée dans le Plan Mixte FARDC/PNC pour la Lutte contre les violences sexuelles et l'impunité. Cette composante a été introduite au groupe de travail SSR de la MONUC pour discussion.

Entité Responsable: sous discussion – Le Groupe de Travail sur la Réforme du Secteur de la Sécurité (SSR), présidé par la Section SSR de la MONUC, ou EUPOL/EUSEC

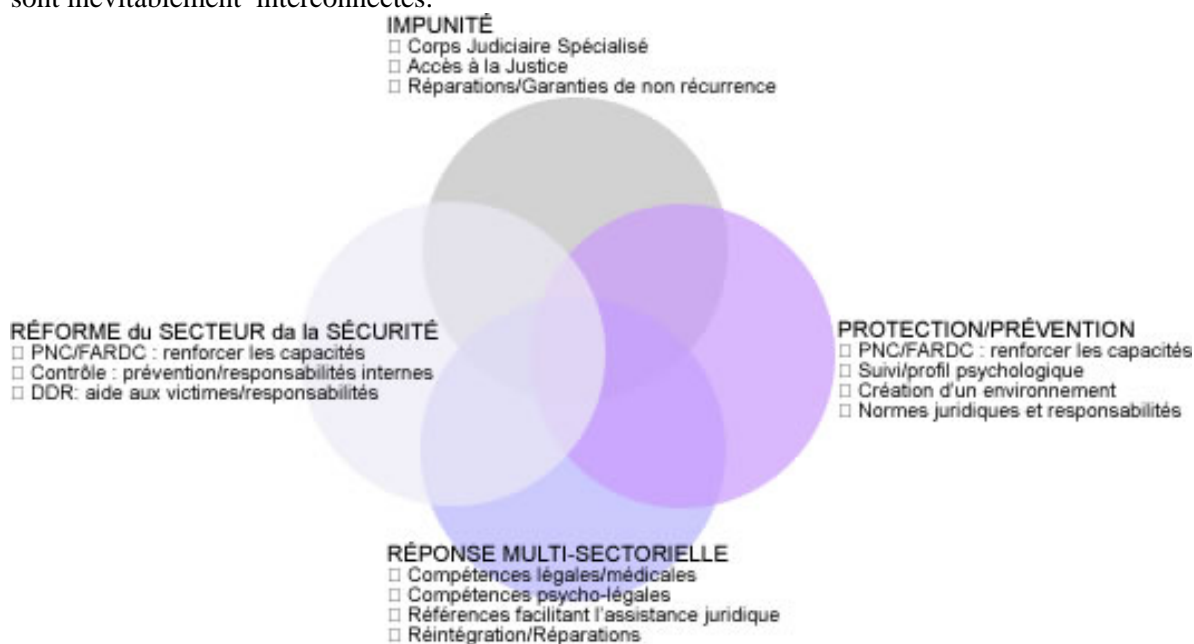
- 4) **Réponse Multi-Sectorielle pour les Survivantes de Violences Sexuelles:** le but fondamental de cette composante est d'améliorer l'accès des survivantes de violences sexuelles aux services multi-sectoriels et d'établir des critères minimum pour porter assistance. Les deux objectifs d'ensemble sont (1) D'améliorer le parcours de prise en charge pour une réponse multisectorielle pour les survivants de violences sexuelles. (2) de Développer un Protocole National pour l'Assistance Multi-sectorielle au sein des Ministères compétents de la RDC. Ceci englobera quatre sous protocoles sur la mise à disposition d'assistance dans les secteurs suivant: médical, santé - mentale, judiciaire et de la réintégration.

Statut: cette composante est sous réserve de modifications selon la situation sur terrain. Elle a été introduite au sein de la Task Force violences sexuelles au niveau national et respectivement dans le groupe SGBV du Nord et du Sud Kivu, présidé par UNFPA. Elle forme une partie du plan de travail du Sous-Groupe thématique violences sexuelles.

Entité Responsable: sous discussion – UNFPA et/ou UNICEF

"Inter-connection" des Composantes Stratégiques

Les violences sexuelles est une question transversale qui touche le centre de toutes les activités des Nations Unies en RDC. Par conséquence les objectifs de chacune des stratégies sont inévitablement interconnectés.



Les exemples qui suivent servent à illustrer les liens entre les composantes:

- **Capacité et manque de ressources:** Le besoin de conduire une évaluation des ressources disponibles et des capacités est nécessaire pour chacune des quatre composantes stratégiques à fin de définir clairement les rôles et responsabilités de chaque acteur.
- **Corps judiciaire spécialisé dans les violences sexuelles:** La plupart des activités de la Composante SSR sont étroitement liées aux composantes de la Lutte contre l'Impunité et Protection et Prévention. La création d'un corps judiciaire spécialisé dans les violences sexuelles est proposée, ainsi qu'une procédure accélérée, "Fast-Track", pour porter les cas de violences sexuelles devant la justice. Il y a un lien essentiel entre la création d'unités de police spéciales ainsi que l'élaboration de Directives et de Codes de Conduite concernant les violences sexuelles pour les agents/forces de sécurité. Ces activités se doivent d'arriver de façon concomitante, comme exposé dans les composantes de la SSR et de la Protection et Prévention.
- **Mécanisme de *vetting*:** La création d'un mécanisme de *vetting* est étroitement liée aux programmes d'intégration dans la nouvelle armée et au processus de *brassage*. Ces objectifs contenus dans la Composante de la SSR doivent s'aligner avec les activités de la lutte contre l'impunité, en matière de poursuites contre le personnel qui manque d'intégrité conformément aux standards internationaux des droits de l'homme et aux meilleures pratiques. Un mécanisme de *vetting* donne également la garantie que les crimes ne se reproduiront plus, ce qui est en lien direct avec la mise en place des réparations pour les victimes.
- **Démilitarisation/désarmement:** les processus de réforme de l'armée doivent garantir un accès paritaire aux deux programmes. Les Programmes de Désarmement (DDR/ Désengagement) doivent reposer sur les activités de la Composante d'Assistance Multi-Sectorielle à travers un système de références proposé pour aider les survivantes de violences sexuelles identifiées au sein de groupes armées. Ceci inclura une assistance juridique et la mise en place de réparations pour les victimes en concordance avec la composante de la Lutte contre l'Impunité.
- **Administration des preuves:** La collecte et la gestion des preuves repose sur un système de références performant. Si les prestataires dans le domaine médical ou de la santé mentale ont des conseils clairs sur la façon de procéder à un examen physique et psychologique minutieux et rapportent leurs conclusions par la création du Protocole national proposé d'Assistance Multi-Sectorielle, la gestion des preuves lors de poursuites judiciaires favorise fortement les victimes.
- **Renforcer la résilience des survivantes de violences sexuelles** fait partie de l'approche centrée sur les victimes devant être adoptée par les institutions judiciaires et au sein de la politique de justice criminelle (Composante sur la Lutte contre l'Impunité). Cet objectif est également compris dans les activités de redressement proposées dans la Composante de Protection et Prévention et dans l'"approche des capacités centrée sur les survivantes" de la Composante de la Réponse Multi-Sectorielle. Les activités respectives apportent des conseils pour l'interaction avec les survivantes, en respectant leurs droits, en adoptant une attitude de support et en tentant de rétablir la dignité et la maîtrise de soi des survivantes.
- **Réhabilitation:** La réhabilitation réussie des survivantes de violences sexuelles est liée à l'apport de diverses formes de réparations, telles que des indemnisations, le pardon, des garanties de non-réurrence. Tout aussi connexe, la création d'un environnement protecteur qui garantie la réduction des stigmates sociaux (Composante sur la Protection et la Prévention), et la prise de pouvoir économique (Composante

sur l'Assistance Multi-Sectorielle), mais aussi les avantages de la démilitarisation et de l'intégration pour les femmes associées à des groupes armés (Composante sur la SSR).

Base de données

Pour mettre en œuvre efficacement la stratégie sur les violences sexuelles, un logiciel a été développé pour servir d'outil favorisant **la gestion des données et des compte-rendu** de violences sexuelles. Ceci fournira une meilleure plate-forme pour une analyse des tendances concernant les violences sexuelles et pour identifier d'actuels points chauds potentiels à travers des indicateurs soigneusement sélectionnés pour (a) les incidents, les victimes et les auteurs; (b) les réponses judiciaire, médicale, et psycho-sociale; (c) les interventions de réintégration et (d) les mécanismes de protection. Ceci est une contribution substantielle pour une meilleure collecte des données et pour l'obtention d'une meilleure analyse de la situation concernant les violences sexuelles en RDC (et potentiellement dans d'autres pays).

Le logiciel a été développé suivant un processus formel de développement. De part son 'architecture', les utilisateurs sont protégés de la complexité du traitement direct des données. Ses formulaires de type Windows, familiers et intuitifs, facilitent la saisie et l'extraction des données, et une orientation minimale est requise. Bien que ce logiciel ait été créé pour s'appliquer aux violences sexuelles dans le contexte de la RDC, il pourrait s'appliquer à d'autres pays ou d'autres domaines. Le logiciel fait partie d'un progiciel complet qui se compose d'un CD d'installation, d'une documentation technique et d'un guide de l'utilisateur.

Une discussion est en cours sur quelle entité de l'ONU devrait être le dépôt central de la base de données. Les questions cruciales sont: qui administrera la base de données? Qui possède les données? Qui maintiendra la base de données? Quelles partenaires rassemblerons les données et quelle méthodologie sera appliquées pour la collecte de données? Qui devrait avoir accès aux données? Qui sont les principaux bénéficiaires? (agences UN, MONUC, ONGs Internationales, le Gouvernement de la RDC)?

Obstacles à la Mise en oeuvre de la Stratégie

Un certain nombre d'obstacles politiques et pratiques doivent être abordés, ou tout au moins pris en compte pour que soit réellement mise en œuvre la stratégie globale proposée, dans sa totalité ou en partie.

- **Une volonté politique de la part du gouvernement** est essentielle. Cela signifie qu'il ne faut pas manifester un intérêt de pure forme au problème mais bien garantir qu'il y ait un engagement et une attention vis à vis des violences sexuelles et que des mesures concrètes soient incorporées dans les processus de réforme politique et institutionnelle, en particulier la réforme des forces de sécurité et la réforme judiciaire. La mise en œuvre et le renforcement d'un véritable état de droit / d'une réforme de la justice et d'une stratégie de sécurité nationale auront un impact immédiat sur la mise en œuvre de certains aspects de cette stratégie globale.
- **Le conflit en cours à l'Est de la RDC** et les déplacements à grande échelle de la population constituent un obstacle à la mise en œuvre d'une réponse efficace aux violences sexuelles, particulièrement en ce qui concerne les programmes de désarmement et le lancement des mécanismes de *vetting*.
- Le processus de développement de cette stratégie globale est survenue dans un **"vide stratégique" tant de la part du système des NU que du gouvernement de la RDC**. La *problématique* des violences sexuelles fait partie d'un climat général d'impunité face aux violations des droits de l'homme ainsi que des problèmes à répondre aux objectifs du programme de protection des civils. Par exemple, alors que la stratégie

comprend une composante de Lutte contre l'Impunité, aucun accord sur une stratégie d'ensemble n'existe quant à la réforme judiciaire et la lutte contre l'impunité toutes entières. Il en va de même pour l'absence de la stratégie pour le Secteur de la Santé ou pour un Plan de Sécurité Nationale pour mettre en œuvre des processus de réforme cohérents pour les forces de sécurité, ou pour une stratégie à l'échelle de la mission pour la protection des civils. Les solutions pour lutter contre les violences sexuelles ne peuvent restées isolées mais doivent faire partie d'une structure plus large et des politiques.

- Bien que le Bureau de la Conseillère Principale et Coordinatrice VS soit mandaté pour apporter des conseils techniques et politiques, et pour développer un cadre stratégique, **être opérationnel**, gérer ou superviser ces activités ne font **pas partie de ses attributions**. A l'avenir, le rôle du Bureau sera de superviser la mise en œuvre et l'“opérationnalisation” des différentes composantes stratégiques. Ce qui entraînera ensuite la création de nouveaux mécanismes de coordination mais aussi de quelques conseils opérationnels et une participation programmatique.
- La mise en œuvre efficace de tout ou partie de la stratégie dépend de la **volonté politique et institutionnelle des Agences mandatées des NU** d'être “coordonnées” et d'adapter, en concertation avec elles, la programmation de leurs activités vers les objectifs identifiés. Le doublement des efforts et le manque de communication entre les agences représentent un obstacle majeur. Ceci est en partie dû à l'interprétation par les agences des mandats et rôles respectifs, à un certain degré de territorialité ainsi qu'à un manque de compétences dans la gestion des programmes et des violences sexuelles.
- L'attention internationale accrue aux violences sexuelles en RDC en particulier a conduit à **une augmentation substantielle des subventions**, qui s'accompagne d'une absence disproportionnée d'évaluations des besoins réels sur le terrain et d'un manque de compréhension de la complexité du problème. Les Violences Sexuelles ont générées de l'argent, mais les interventions internationales sont fragmentées et manquent de coordination, tant géographiquement que thématiquement. Un mécanisme centralisé des subventions, géré par la *Task Force* sur les Violences Sexuelles, permettrait un meilleur ciblage et une meilleure répartition des activités spécifiques de cette stratégie globale.
- Il y a des nombreux rapports, et des différentes explications par des agences des Nations Unies et des organisations de terrain qui vise de qualifier les crimes sexuels à l'Est de la RDC. Mais à ce jour, il n'y a pas encore une analyse détaillée et globale de la situation des caractéristiques des auteurs de violence sexuelles en RDC, qui inclus une compréhension de deux structures militaire, aussi bien des actes des violences sexuelles militaires et civils et des réponses par les communautés a ce crime. Une analyse de la situation et du contexte sur les violences sexuelles en RDC doit être développée pour mieux informer et développer des stratégies de prévention et des stratégies de réponse. Les facteurs qui influencent l'ampleur des violences sexuelles doivent être identifiés, tel que en particulier la nature du conflit ou des modèles d'abus par les groupes armés. Les horaires, les endroits, les motivations à la base des violences sexuelles devraient être mieux analysées aussi que les mécanisme de protection que les communautés, et spécialement les femmes, mettent en place pour prévenir les violences sexuelles.

Le but de la Stratégie Globale pour la Lutte contre les Violences Sexuelles est de fournir **un cadre pratique et une plate-forme pour l'action** avec des rôles, des responsabilités, un calendrier et des activités clairement définies. Elle doit être vue comme **un document vivant**

et dynamique qui nécessitera d’être adaptée en se basant sur la pratique, l’expérience et les exigences de la situation sur le terrain. On peut espérer que cet effort sera perçu comme une étape constructive pour affronter certains des obstacles décrits ci-haut.

1^{ère} Partie de la Stratégie Globale pour la Lutte contre les Violences Sexuelles:

Lutte contre l'Impunité des Violences Sexuelles: Plan d'Action

Objectifs	Etapes
A. Renforcer les capacités de l'appareil judiciaire et élaborer une politique pénale sur les violences sexuelles, centrée sur les droits des victimes	A.1 : S'assurer que l'appareil judiciaire offre les services adaptés aux enfants liés aux VS
	A.2: Création d'une expertise judiciaire spécialisée dans les violences sexuelles et mise en application d'une procédure "accélérée"
	A.3: Créer des Unités spécialisées de la Police Nationale Congolaise pour la VS
	A.4: Former des points focaux VS dans les offices et les tribunaux
	A.5: Adoption, distribution et utilisation d'un certificat médical standardisé
	A.6 Directives sur l'expertise psycho-légale pour les victimes de VS
B. Améliorer l'accès à la justice	B.1 Renforcement des Capacités et appui logistique des intervenants de première ligne
	B.2. Fournir les conseils aux victimes en matière de droits et devoirs de base et les démarches pour saisir la justice
	B.3: Fournir le soutien logistique afin de faciliter l'acheminement des victimes, témoins etc
	B.4: Encourager, soutenir et faciliter le déploiement d'équipes mobiles en charge des investigations à travers le renforcement des unités de police locales et l'organisation de chambres foraines
	B.5: Encourager la décentralisation des institutions judiciaires
	B.6: Mettre en place les mécanismes de protection des victimes, des témoins, et des acteurs judiciaires faisant l'objet de menaces ou d'actes d'intimidations
	B.7 Exonérer les victimes du paiement des frais légaux
C. Application effective des Lois de 2006 sur les Violences Sexuelles	C.1: Apporter certaines clarifications sur la loi de 2006 sur les codes pénaux et procéduraux
	C.2: Vue d'ensemble et analyse des jurisprudences et des dossiers en instance liés aux VS
	C.3: Mise en application de la politique des lois de 2006
	C.4: Renforcer les systèmes de suivi judiciaire existants des cas de VS menés en justice
	C.5: Traduire en justice les hauts officiers militaires et civils présumés auteurs
	C.6: Prendre les mesures disciplinaires/pénales contre ceux qui font obstruction à la justice sur les crimes sexuelles
D. Assurer la réparation des victimes en justice	D.1: Examiner un cas pratique
	D.2: Garantir l'indemnisation effective des parties civiles
	D.3: Mettre en oeuvre les autres formes de réparations
	D.4. Assurer la satisfaction des victimes et les garanties de non – récurrence

2^{ème} Partie de la Stratégie Globale pour la Lutte contre les Violences Sexuelles

Protection et Prévention des Violences Sexuelles: Plan d'Action

Objectifs	Etapes
A. Prévenir et/ou atténuer les menaces, et réduire la vulnérabilité et l'exposition aux violences sexuelles	A.1: Etablir un plan pour la collecte d'informations sur les SV
	A.2 : Profils type des menaces liées aux violences sexuelles, des victimes, et des auteurs
	A.3 : Introduire le modèle du risque pour les violences sexuelles
	A.4: Partage des informations
	A.5: Impliquer la communauté dans le développement de stratégies de protection face aux violences sexuelles, en se basant sur les stratégies d'adaptation actuelles des communautés
	A.6: Emettre des Directives/des Codes de Conduite contre les violences sexuelles
	A.7: Créer des unités de la PNC et des FARDC spécialisées en VS
	A.8: Privilégier les activités de prévention s'inspirant des stratégies d'adaptation de la population
	A.9: Adapter la programmation des activités à l'objectif de limitation des risques d'être exposé à des VS
	A.10: Mener une analyse pour savoir si les mesures préventives existantes ont un impact sur la diminution des VS
B. Renforcer la résilience des survivantes de violences sexuelles	B.1: Garantir une assistance Multi-sectorielle pour les survivantes de violences sexuelles
	B.2: Etablir des mécanismes de suivi et de compte-rendu standardisés des VS mettant au premier plan les meilleurs intérêts du survivant
	B.3: Appliquer les mesures de sûreté et de sécurité pour accroître la protection
	B.4: S'intéresser aux conséquences des VS sur les survivants et les communautés
	B.5: S'intéresser aux conséquences des VS sur les survivants et les communautés
	B.6: Réduire la stigmatisation sociale des survivants
	B.7: Suivi des programmes de réintégration pour les survivants
C. Créer un environnement protecteur	C.1: Restaurer les mécanismes de l'Etat de droit en lien avec les violences sexuelles
	C.2 Faire la liste des normes légales et des responsabilités applicables
	C.3: Plaidoyer

3ème Partie de la Stratégie Globale pour la Lutte contre les Violences Sexuelles:
Réforme du Secteur de la Sécurité (SSR) et Violences Sexuelles: Plan d’Action

Objectifs	Etapes
Responsabilisation: Les agents et les forces de sécurité doivent à la fois prévenir et répondre efficacement aux violences sexuelles et garantir que les auteurs de crimes liés aux violences sexuelles seront tenus pour responsables	A.1: Création d’une expertise judiciaire spécialisée dans les violences sexuelles et mise en application d’ une procédure “accélérée” (<i>‘fast-track’</i>) pour enquêter, poursuivre et juger les cas de VS
	A.2: Séparation de la responsabilisation entre la PNC et les forces militaires
	A.3: Création d’unités spéciales sur les violences sexuelles de UNPOL pour aider à la création/ la capacité d’établir des unités spéciales VS de la PNC
	A.4: Création d’Unités de Police Spécialisées (PNC) dans les Violences Sexuelles
	A.5: Création de cellules spéciales VS au sein des FARDC
	A.6: Emettre des Directives et des Codes de Conduite sur les VS
B: Vetting: mécanismes visant à exclure les individus dont l’intégrité fait défaut	B.1 Evaluation de la situation (besoins du public, perception et capacités)
	B.2 Définir les paramètres, les normes et les résultats
	B.3 Conception du processus
C: DDR/Brassage: Les processus de désarmement et de désengagement doivent inclure des procédures spéciales d’aide aux survivantes de violences sexuelles	C.1: Garantir que les programmes de désarmement et de désengagement se concentrent sur l’intégration d’une approche sensible des VS dans toutes les activités et les infrastructures
	C.2: Garantir que les programmes de démobilisation désignent en point focal les femmes à chaque étape du processus, conformément aux principes de l’UE PNDDR
	C.3: Garantir que les programmes de réintégration dans l’armée /le brassage soient en lien avec la composante stratégique de lutte contre l’impunité en poursuivant les auteurs identifiés à travers le processus de DDR
	C.4: Garantir que les programmes de réinsertion sociale et d’offre de services apportent une assistance particulière aux femmes (ex)-combattantes
	C.5. Garantir que les programmes pour la réintégration (à la fois sociale et de brassage) englobent les mécanismes de justice et de vetting
	C.6: Garantir que les programmes pour la réintégration rejoignent les programmes pour la réparation des victimes

4ème Partie de la Stratégie Globale pour la Lutte contre les Violences Sexuelles:
Réponse Multi-Sectorielle pour les Survivantes de Violences Sexuelles: Plan d’Action

Objectifs	Etapes
A: Améliorer le parcours de prise en charge pour une réponse multi-sectorielle pour les survivants de violences sexuelles	A. 1: Inventorier les acteurs existants de la réponse multi-sectorielle dans chaque zone de santé
	A. 2: Disséminer et garantir l’application des Directives du IASC
	A.3: Définir les rôles et responsabilités respectifs des acteurs dans chaque zone de santé
	A.4: Désigner au moins deux points focaux par zone de santé pour gérer la prise en charge
	A.5: Publier et distribuer des représentations simples ou des diagrammes sur la prise en charge
	A.6: Développer et adopter un formulaire simple, facile à utiliser pour rassembler un nombre minimal d’informations sur les survivants de VS lors du premier contact au point d’entrée
	A.7: Approuver et adopter les systèmes de référence dans chaque zone de santé
B: Développer un Protocole National pour l’assistance multi-sectorielle au sein des Ministères compétents de la RDC	B.1: Examiner la mise en pratique du Protocole de Santé de la RDC
	B.2: Actualiser le Protocole Médical National lié aux survivantes de VS
	B.3: Garantir que le personnel médical et para-médical est formé sur le Protocole Médical
	B.4: Evaluer les ressources et capacités disponibles pour les soins de santé mentale
	B.5: Adopter un protocole pour la gestion des soins de santé mentale pour les VS
	B.6: Former des professionnels de la santé mentale et le personnel paramédical de santé mentale sur le Protocole de Santé Mentale
	B.7: Evaluer les ressources et les capacités disponibles pour une assistance juridique
	B.8: Adopter un protocole pour l’assistance juridique pour les survivants de VS
	B.9: S’assurer que les professionnels et les auxiliaires judiciaires sont formés sur le Protocole Juridique
	B.10: Evaluer les ressources et capacités disponibles pour l’aide à la réintégration
	B.11: Adopter un protocole de réintégration pour les survivants de VS
	B.12: Former ceux qui sont impliqués dans la réintégration sociale et économique